
SAN JUAN – Réunion conjointe : conseil d'administration de l'ICANN et le SSAC

Jeudi 15 mars 2018 – 08h30 à 09h30 AST

ICANN61 | San Juan, Porto Rico

RAM MOHAN : C'est la réunion du comité consultatif de la sécurité et de la stabilité avec le Conseil d'Administration. Nous allons commencer d'ici très peu de temps.

Bonjour. Donc encore une fois, c'est la séance du Conseil d'Administration avec le SSAC. Il serait bon pour tous, surtout pour les membres du Conseil d'Administration de l'ICANN, de nous connaître. Donc nous allons faire l'appel. S'il vous plaît, présentez-vous. On va commencer avec vous, Patrik.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Patrik Fältström, Netnod, membre de SSAC.

ONDREJ FILIP : Ondrej Filip, SSAC.

JOHN LEVINE : John Levine, MAAWG liaison, SSAC.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

RUSS MUNDY : Russ Mundy, SSAC et aussi liaison SSAC au RSSAC.

JIM GALVIN : Jim Galvin, Afilias.

JACQUES LATOUR : Jacques Latour, CIRA.

CRISTIAN HESSELMAN : Cristian Hesselman, SSAC.

TARA WHALEN : Tara Whalen, Google et SSAC.

GREG AARON : Greg Aaron, SSAC.

SARAH DEUTSCH : Sarah Deutsch, Conseil d'Administration de l'ICANN.

JONNE SOININEN : Jonne Soininen, liaison IETF au Conseil.

CHERINE CHALABY : Cherine Chalaby, Conseil d'Administration ICANN.

RAM MOHAN : Ram Mohan.

ROD RASMUSSEN : Rod Rasmussen, président du SSAC.

JULIE HAMMER : Julie Hammer, vice-présidente SSAC.

MAARTEN BOTTERMAN : Maarten Botterman, Conseil d'Administration de l'ICANN.

LOUSEWIES VAN DER LAAN : Lousewies Van Der Laan, Conseil d'Administration de l'ICANN.

BARRY LEIBA : Barry Leiba, Huawei, SSAC.

CHRIS ROOSENRAAD : Chris Roosenraad, Neustar, SSAC.

ROBERT GUERRA : Robert Guerra, Priveterra, SSAC.

JEFF BEDSER : Jeff Bedser, SSAC, iThreat Cyber Group.

BEN BUTLER : Ben Butler, SSSAC, GoDaddy.

MERIKE KAEO : Merike Kaeo, SSAC, Farsight Security.

ANDREI KOLESNIKOV : Andrei Kolesnikov, association IETF, SSAC et liaison ALAC au SSAC.

JAY DALEY : Jay Daley, partie contractante indépendante, SSAC.

LYMAN CHAPIN : Lyman Chapin, Interisle Consulting Group et SSAC.

JAAP AKKERHUIS : Jaap Akkerhuis, NLnet Labs. Excusez-moi, je vais devoir partir plus tôt.

RON DA SILVA : Ron da Silva, Conseil d'Administration ICANN.

RAM MOHAM : George, pouvez-vous vous présenter ?

GEORGE SADOWSKY : George Sadowsky.

RAM MOHAM : Matthew ? Voulez-vous parler ?

MATTHEW SHEARS : Matthew Shears.

ROD RASMUSSEN Nous avons Geoff Huston, membre SSAC et David Conrad.

RAM MOHAM : Le format de cette séance sera celui-ci. Je vais servir de modérateur mais en attendant, nous allons avoir un dialogue avec le Conseil d'Administration. Nous allons passer aux diapositives.

Voilà les questions pour le SSAC qui nous sont venues du Conseil d'Administration de l'ICANN. Je vais vous les passer, Rod, pour que vous puissiez nous répondre et ensuite, commencez le dialogue.

ROD RASMUSSEN : Oui. Donc un des objectifs pour 2018, donc pour le SSAC, puisque le Conseil d'Administration nous a posé la question, nous avons un projet d'analyse sur les collisions de nom que nous appelons NCAP parce que nous aimons les acronymes. Donc nous allons bien sûr en parler en détail.

Nous allons donc aussi publier des documents sur le WHOIS. Je pense que cela va avoir lieu au troisième trimestre. Cela dépend bien sûr des délais de travail du groupe de travail.

Et nous allons aussi publier un document sur les questions sur l'internet des objets. Encore une fois, je pense que cela aura lieu au troisième trimestre, avec ou sans délai. Cela dépend bien sûr des informations et des recherches qui nous seront disponibles.

Voilà donc les trois domaines sur lesquels nous travaillons en ce moment. Cela dépendra bien sûr des demandes, des requêtes des membres. Nous allons discuter de la question du Conseil regardant ce sujet.

RAM MOHAM : Je vois qu'il y a d'autres membres du Conseil qui sont arrivés. Il y a Lito et León Sanchez qui vient d'arriver. Il y a aussi Kaveh, Göran Marby et aussi Khaled.

Il y avait des questions. Est-ce qu'il y a des réponses du Conseil ?

ROD RASMUSSEN : Voilà, donc ce sont nos projets clés, nos objectifs clés. Avant de commencer à discuter du projet NCAP, nous voulons savoir s'il y a des questions sur nos initiatives en cours. Ainsi, nous pouvons discuter de cela en premier.

RAM MOHAM : Trois sujets importants : l'internet des objets, l'analyse de collisions de noms et les limites de requêtes au WHOIS.

JONNE SOININE : Tous ces termes sont des termes très importants. Que pensez-vous va être la chose la plus importante pour le SSAC ?

CRISTIAN HESSELMAN : Comme vous voyez, c'est une thématique très importante. Nous essayons de voir exactement sur quoi nous allons nous concentrer dans ce domaine. Nous savons que l'internet des objets aura un impact sur les utilisateurs, le DNS et l'internet en général parce qu'il y a beaucoup de dispositifs qui ne sont pas sécurisés sur le marché. Donc il pourrait y avoir un impact important sur les utilisateurs finaux. Nous avons vu aussi que tous ces instruments, ces dispositifs peuvent donc causer des problèmes importants.

Donc nous essayons de faire un inventaire des domaines dans lesquels nous allons travailler. Nous avons identifié plusieurs de ces points. Nous allons peut-être parler des protocoles de sources ouvertes, nous pourrions mettre en place un laboratoire de tests pour continuer à faire des recherches et enquêter pour voir s'il y a des vulnérabilités dans les logiciels et peut-être faire des recommandations et ensuite, améliorer la qualité des processus. Nous allons voir quelles sont les sources ouvertes qui sont les plus utilisées et qui sont utilisées, donc, par les dispositifs techniques. Nous allons voir comment les dispositifs utilisent le DNS.

Aussi, il y a le sujet du roulement de la KSK. Nous avons essayé de voir combien de dispositifs ont des résolveurs de validité. Cela pourrait être un problème. Comme vous le savez, les dispositifs ne sont pas toujours mis à jour. Donc là, il pourrait y avoir un problème. Il y a aussi le DDoS pour les services qui aussi utilisent ces dispositifs IoT. Donc il y aura peut-être des sites dans certains TLD qui pourraient être utilisés pour héberger ce genre d'attaque.

Voilà les sujets que nous avons sur notre radar, mais nous devons encore décider de ce que nous allons pouvoir choisir.

RAM MOHAN :

Est-ce qu'on a le temps pour d'autres questions ?

JONNE SOININE : Quand vous parlez des dispositifs IoT, vous savez, il y a beaucoup de dispositifs. Il y a des capteurs qui sont connectés avec l'internet, pas forcément à travers les IP. Ou même dans les voitures, il y a des dispositifs de ce genre. Ces dispositifs utilisent des logiciels et des protocoles variés. Et lorsqu'on observe ce genre de logiciels, quand il s'agit de sources ouvertes, nous savons qu'il y a énormément de logiciels qui peuvent être utilisés pour ces dispositifs. Est-ce que vous savez sur quoi vous allez vous focaliser ? Est-ce que vous avez des échantillons de ces dispositifs ? Avez-vous une idée de votre approche ?

CRISTIAN HESSELMAN : Alors nous allons peut-être nous concentrer sur les réseaux à la maison, les réseaux au domicile parce que souvent, ces dispositifs se trouvent à la maison. Nous n'allons pas forcément nous focaliser sur les dispositifs que l'on trouve dans les voitures ou dans les usines, disons.

Pour votre autre question, nous ne savons pas encore comment nous allons procéder.

MAARTEN BOTTERMAN : J'ai aussi quelque chose sur l'IoT. Considérez-vous ce que le DNS va faire pour rendre l'environnement de l'IoT plus sécurisé ?

Comment est-ce que l'IoT va avoir un impact sur le DNS et bien sûr, dans l'autre sens aussi ?

CRISTIAN HESSELMAN : Si vous observez les différents modèles de l'IoT, vous verrez qu'il y a des services back-end qui sont associés avec chaque dispositif. Il y a des associations entre les deux. Nous voulons sécuriser cette démarche. Ce que vous pouvez faire, c'est d'utiliser le DNSSEC dans ce cas pour utiliser les services parce qu'il est beaucoup plus difficile de pirater l'association entre les dispositifs et les services back-end. Vous ne pouvez pas être « rerouté » si facilement. Donc cela pourrait peut-être être une solution potentielle.

RAM MOHAM : Becky Burr est ici et vient de nous rejoindre pour cette réunion. Becky, levez la main pour que tout le monde sache qui vous êtes.

ROD RASMUSSEN : Passons maintenant à la deuxième question. Nous allons donc terminer sur ces questions, ensuite nous parlerons du NCAP.

RAM MOHAM : Quelles sont vos objectifs à long terme les plus pertinents ?

ROD RASMUSSEN : Il y a deux choses dont nous voulons parler avec le Conseil d'Administration de l'ICANN. Ce sont des objectifs à long terme. Nous pensons à la nature du SSAC et de la relation avec la communauté et le Conseil d'Administration dans ce nouveau monde d'après transition de l'ICANN.

Et par rapport aux requêtes que nous avons reçues de NCAP et d'autres requêtes, d'ailleurs, qui vont nous parvenir, nous pensons au rôle de la KSK et aussi aux révisions du DAAR qui vont peut-être venir aussi. Nous avons eu quelques requêtes ou demandes pour des problèmes de technologie spécifiques sur les IDN. Nous avons aussi reçu beaucoup plus de demandes que par l'habitude.

Nous avons aussi entendu parlé des SO et AC. Il y a beaucoup de personnes qui sont venues nous voir hier durant notre séance et nous ont posé des questions sur l'enregistrement des RDS et beaucoup de questions sur le WHOIS. Ils nous ont parlé des modèles d'accréditation pour l'authentification. Nous leur avons dit que nous étions très intéressés par ces discussions.

Donc il nous arrive beaucoup de questions mais pour nous, c'est difficile en tant qu'organisation de bénévoles car nous sommes peu de personnel, qui fait du bon travail d'ailleurs. Mais nous devons limiter le montant de travail que nous devons faire. Nous

allons parler du projet NCAP par exemple, et cela est un projet énorme, c'est un projet qui a beaucoup de couches de travail. Nous essayons de voir comment nous allons procéder. Donc il nous arrive des tonnes de questions.

Donc nous voulons dialoguer, à savoir où le Conseil, la communauté et l'organisation... de pouvoir continuer à communiquer ou à collaborer. Il y a beaucoup de choses qui nous sont envoyées et dans le passé, on nous posait des questions encore une fois et on délibérait avant de travailler sur ces choses. Dans nos propres délais, nous publions un document ou des commentaires.

Maintenant, nous devons avoir une réponse de suite sur une question. On nous donne des délais. Donc nous n'avons pas l'habitude de travailler comme cela. Nous voulons donc pouvoir dialoguer pour savoir comment nous pouvons accommoder les besoins de la communauté et savoir exactement comment on pourrait fournir les informations et ensuite, donc pouvoir aider tout le monde. C'est beaucoup de travail et je peux vous dire qu'il y a beaucoup de travail. Je ne veux pas que tous nos volontaires, tous nos bénévoles se désistent, si vous voulez. Donc voilà le plus gros problème que nous avons et je voudrais qu'on en parle.

RAM MOHAM : Que pensent les membres du Conseil d'Administration ?
Cherine.

CHERINE CHALABY : Merci Rod. Je pense que c'est une question fondamentale. C'est la base des choses dont on a parlé. Il s'agit des ressources. Je vous comprends, je vous entends. Vous avez dit dans le passé, nous avions moins de projets, moins de thématiques et nous travaillions dans nos propres délais et nous en arrivons à un avis. Maintenant, vous avez beaucoup de projets et il y a des demandes plus précises sur des sujets plus précis. Et vous êtes bien sûr une organisation de bénévoles et vous n'avez pas assez d'effectif pour tout faire.

ROD RASMUSSEN : Oui. Pour tout faire, bien sûr, et pour faire encore plus.

CHERINE CHALABY : Oui, c'est vraiment une histoire de priorités, on l'a déjà dit. Vous n'êtes pas l'unique partie prenante qui se plaint de cela. Tout le monde dit : « Nous avons beaucoup de travail. » Et il y a un problème de ressources limitées. Il nous manque, donc, un mécanisme central pour résoudre ce problème de priorités. On l'a déjà dit, c'est un problème d'offre et de demande. Les

services, les fournitures ou les ressources sont fournis par Göran et son équipe.

Donc pour en revenir à SSAC, votre mission, bien sûr, est la sécurité et la stabilité. Je pense que vous devez mettre cela en priorité. Tout ce qui vous est demandé qui n'a pas à voir avec la sécurité et la stabilité ne devrait pas être une priorité. Je ne pense pas que nous ayons une réponse pour vous, mais je suis heureux que vous ayez commencé le dialogue. Nous devons trouver une solution à ce problème.

RAM MOHAM : J'ai David Conrad, Khaled et Jay et veulent prendre la parole.

DAVID CONRAD : Je pense qu'il doit y avoir un travail entre SSAC et OCTO dans cet espace. OCTO, c'est le personnel. Nous avons des problèmes de temps. Il y a des tâches qui sont dirigées vers le SSAC, il y a des travaux qui sont faits au sein du SSAC par des indépendants. Bien sûr, tout cela dépend des demandes et des requêtes qui viennent vers nous. On doit essayer de comprendre exactement où et comment adresser ces requêtes.

RAM MOHAM : Merci David.

CHERINE CHALABY : Excusez-moi, je ne veux pas prendre la parole tout le temps mais vous savez David, c'est une très bonne suggestion que vous venez de faire. Qu'est-ce qui nous empêche de faire cela ? J'apprécie le point que vous avez fait sur l'indépendance mais en même temps, vous savez qu'il y a des choses qui s'appliquent à OCTO et qui pourraient aider le SSAC. Est-ce qu'il y a quelque chose qui nous empêche de faire cela ?

DAVID CONRAD : Je pense que c'est juste historique, si vous voulez entre. OCTO est nouveau, SSAC est là depuis longtemps donc traditionnellement, les gens envoient les histoires de sécurité et stabilité vers le SSAC. On a toujours besoin de plus de ressources, donc je suis un petit peu nerveux. Je ne veux pas donner trop d'information maintenant. La combinaison d'OCTO-SSAS pourrait peut-être travailler sur cette charge de travail.

RAM MOHAM : Vous voulez répondre, Rod ?

ROD RASMUSSEN : Oui. Je pense que la coordination serait une bonne idée. Il faudrait qu'on ait une discussion ultérieure sur ce sujet quand il s'agit de SSAC et d'OCTO.

RAM MOHAM : Oui. Au niveau du Conseil d'Administration, on pourrait peut-être mettre cela dans les sujets qui doivent être discutés et qu'on puisse ainsi faire du suivi.

Khaled, vous voulez prendre la parole ?

KHALED KOUBAA : J'ai une question. Je suis venu à votre séance d'hier. Je me souviens, vous avez parlé de 37 membres au sein du SSAC. C'est très bien. Quand on voit le nombre d'experts qui sont dans votre groupe, c'est intéressant ; il est très important d'avoir des gens de base qui travaillent sur ces questions de sécurité et de stabilité. Mais quand je vous entends aujourd'hui parler des besoins que vous avez de bénévoles et de ressources, pouvez-vous nous dire si vous allez faire plus de sensibilisation pour obtenir d'autres membres, avoir plus de volontaires ? Je me suis rendu compte, hier, que la salle était pleine de personnes qui posaient des questions. J'ai vu beaucoup de NextGen, de boursiers qui sont venus vous écouter parler de problèmes de

sécurité. Donc peut-être que c'est le genre de ressources que vous pourriez utiliser.

JULIE HAMMER :

C'est une question dont nous avons discuté dans nos conversations. Il y a deux côtés de l'équation, si vous voulez. Le SSAC est une communauté d'experts qui sont identifiés, qui se font vraiment confiance. Et ainsi, c'est comme cela que l'on peut vraiment faire du progrès puisqu'ils se font confiance. Ils veulent bien partager des informations entre eux qu'ils ne partageraient peut-être pas avec un groupe plus important.

L'équilibre qu'on doit trouver, c'est qu'on doit avoir assez de personnes pour faire le travail qu'on veut faire mais en même temps, maintenir la relation entre le groupe et le niveau de confiance pour qu'on puisse faire le travail et donc en arriver aux informations dont on a besoin pour faire le travail. Donc c'est un acte d'équilibre. Si le groupe devient trop grand, cela empêchera nos façons de travailler. Donc je pense que c'est une question sur laquelle on doit avoir un plus long débat et on doit en parler plus pour essayer de voir ce qu'on peut faire pour mieux travailler. Mais rajouter des membres au groupe ne sera peut-être pas forcément la bonne réponse.

JAY DALEY : La conversation a été intéressante jusqu'à présent. Et tous ces sujets sont des sujets qui reviennent souvent au SSAC. Notre travail le plus important en ce moment est le travail que nous faisons sur le NCAP. C'est une requête qui a été faite par le Conseil d'Administration et la communauté de l'ICANN. C'est un travail qui nous a demandé de rassembler beaucoup d'informations ; je sais que nous allons en parler. Nous devons considérer ce projet aussi quand on parle d'amener plus de travail dans le pipeline. Nous avons parlé de l'OCTO aussi et je sais que cela, c'est une question importante aussi.

RAM MOHAM : Merci Jay.

Sarah qui veut parler aussi. Ensuite, on va revenir à Greg.

SARAH DEUTSCH : J'ai vu qu'on a parlé de DAAR dans la discussion tout à l'heure. Est-ce qu'il y a des discussions au sein du SSAC à propos du RGPD ?

RAM MOHAM : Elle a dit le mot.

ROD RASMUSSEN :

La question autour du WHOIS et du RDS, etc. a été discuté avec ce groupe et nous avons offert plusieurs recommandations et cela fait dix ans que nous le faisons. SAC 55 était un document qui avait traité du sujet. Nous en avons beaucoup parlé. Nous avons fait des commentaires sur le EWG. Nous avons aussi discuté des différents modèles. Donc tous ces sujets auront été abordés et ils sont liés aux sujets actuels. Nous sommes engagés de façon différente avec tous ; nous avons travaillé avec les parties contractantes, nous avons parlé de l'accès aux données. Et donc il y a beaucoup de ces conversations qui sont en cours.

Nous avons identifié trois domaines dans lesquels SSAC pourrait faire du travail, que ce travail pourrait être applicable, mais ce n'est pas du travail qui va être accompli à court terme, nous n'avons pas de date butoir. Nous avons l'accès des forces de l'ordre, nous avons l'accès à différents niveaux de la part d'experts en sécurité. Nous voulons essayer de voir comment nous allons continuer à procéder et tout de même protéger la structure. Et d'une perspective technique, nous pensons au modèle d'accès sécurisé et ce serait dans notre mission SSR. Nous ne travaillons pas sur les politiques juridiques, etc. Cela n'appartient pas à notre cadre de travail.

RAM MOHAM :

Merci Sarah. Greg ?

GREG AARON :

Cette question est un exemple de ce dont on a déjà parlé. Il y a des sujets que le SSAC doit suivre et comprendre parce que cela comporte risques pour la sécurité et la stabilité. Cela veut dire que des gens dans mon groupe comme moi-même doivent voir ce qui se passe et donner des informations au SSAC.

Ma question est la suivante. Chaque projet dans les SO et les AC a une espèce de responsable et la question au Conseil d'Administration est la suivante. Comment les groupes dans la communauté choisissent leurs projets et comment font-ils pour les mettre en place de manière plutôt efficace ? Nous savons qu'il y a des processus au sein de la GNSO qui traînent depuis deux ans et qu'il n'y a pas beaucoup de progrès. Est-il donc juste pour les bénévoles ? Alors je pense qu'il faut revoir les choses pour remettre les choses dans leur droit chemin. Nous essayons tous de mieux faire ou de bien faire.

RAM MOHAM :

Très bien.

Donnons la parole à Rod Rasmussen pour qu'il nous donne des informations sur le point suivant.

ROD RASMUSSEN :

Je voulais vous parler d'un domaine sur lequel nous devons commencer à réfléchir puisqu'on reçoit des questions du Conseil d'Administration, d'autres SO et AC. Nous devons voir une partie du travail de l'OCTO, comme par exemple le roulement de la KSK. Nous pensons donc que l'ICANN a fait un bon travail là-dessus – on le sait tous – par rapport à la manière dont ce processus a été géré.

Mais il y a des problèmes, peut-être, qui se posent et qui font en sorte que l'on doive peut-être s'adresser au SSAC pour voir comment on peut trouver un expert, par exemple, qui vienne d'un auditeur indépendant par exemple, ou un consultant indépendant et qui puisse vous aider à trouver une réponse à des problèmes spécifiques.

Donc en fonction de la nature de la question, cela pourrait être plus approprié. Nous pensons donc à diviser le travail entre nous et OCTO, mais aussi peut-être avec d'autres consultants externes en fonction de la nature du problème auquel nous sommes confrontés. Nous devrions donc avoir cette discussion.

Ensuite, l'autre question que je voulais aborder concerne l'organisation de l'ICANN elle-même, de la communauté, la communauté habilitée, etc. Les nouveaux présidents des SO et des AC ont abordé certains domaines intéressants, y compris dans le cadre des révisions. Et nous voyons qu'il n'y a pas un

mécanisme pour traiter des questions qui représentent des difficultés, par exemple la responsabilité, comment la responsabilité est mise en place. Nous avons eu des discussions par rapport à cela, mais il est clair que nous devons faire quelque chose par rapport à ce type de questions. Nous avons parlé entre les différents présidents des comités consultatifs. Nous avons parlé de cette question pour essayer de trouver un moyen de mettre en place ce type de démarche face à ces problèmes. Est-ce que le Conseil d'Administration a des idées par rapport à cela ? Les SSAC voulait soulever cette question pour être sûr que cela soit sur votre liste de questions à traiter.

RAM MOHAM : Cherine.

CHERINE CHALABY : Oui, je pense que nous sommes d'accord avec vous. Il y a un processus qui manque. Je suis sûr qu'il y en a d'autres qui manquent aussi. Les statuts ont passé de 50 pages à 250 pages du jour au lendemain, presque. Ils sont vraiment très détaillés. Mais je crois que maintenant, alors qu'on met en place certaines choses nouvelles, nous nous rendons compte qu'il nous manque des processus et qu'il faut mettre en place ce type de processus.

Du côté des SO et des AC, cela se passe de même. J'ai pu voir que les SO et les AC cherchent des orientations par rapport à ces processus qui manqueraient au lieu d'essayer de faire les choses au fur et à mesure. Donc je crois qu'il y avait eu une discussion par rapport à la possibilité de trouver un facilitateur.

Khaled ?

KHALED KOUBAA : Je ne sais pas vraiment à quoi vous faites référence, Cherine, mais je voulais aborder un autre sujet.

CHERINE CHALABY : Ce que je voulais dire, c'est que quand la révision SSR2 a été mise en pause, les présidents des SO et des AC... les SO et les AC ont voulu reprendre les activités. Mais ils se sont rendus compte qu'il n'y avait pas de mécanisme pour pouvoir faire en sorte que la révision reprenne. Donc on se demande s'il y a quelque chose qui puisse être fait. Et je comprends très bien la difficulté, mais il y avait une suggestion par rapport à la possibilité d'avoir un facilitateur pour pouvoir réunir le groupe et faire en sorte que ce soit possible de reprendre ces activités.

KHALED KOUBAA : Oui, je comprends maintenant. Et j'ai participé à cette discussion avec d'autres présidents des SO et des AC. Il y a beaucoup de choses qui ont été introduites dans les statuts qui donnent la responsabilité aux présidents des SO et AC pour agir au sein de la communauté, y compris dans ce cas, le SSR2, la responsabilité ou non de la communauté de mettre en pause ou enlever cette pause de la révision. Et nous sommes confrontés à certaines difficultés en termes de responsabilité. Parce qu'on a parlé de la facilitation, alors à qui rapporterait ce facilitateur ? Est-ce que ce serait au président des SO et des AC ? Est-ce qu'on aura des réunions avec lui ? Quel type d'informations devrait-on partager ? Il y a beaucoup de questions qui se posent. Nous apprenons beaucoup de cette situation et le point positif, c'est qu'avec la révision SSR2, nous avons énormément appris, nous avons incorporé beaucoup de choses, beaucoup d'orientation par rapport à ces révisions spécifiques, mais nous proposons aussi des éléments nouveaux. Alors je pense que ces discussions entre les SO et les AC aboutiront à certaines propositions, dont celle du facilitateur.

RAM MOHAM : J'ai Cherine au micro.

CHERINE CHALABY : C'est un domaine où le Conseil d'Administration pourrait aider la communauté. Nous devrions prendre le dessus là-dessus pour essayer de proposer un mécanisme à la communauté et essayer de sortir de cette impasse. Je pense que le Conseil d'Administration pourrait à ce moment-là faire des propositions à la communauté.

KHALED KOUBAA : À 7:30 aujourd'hui, on a eu une conversation informelle par rapport à comment mettre à profit ces réactions que l'on a pu voir pendant cette réunion, les commentaires que nous avons reçus par rapport aux révisions. Donc nous essayons de travailler là-dessus.

RAM MOHAM : Geoff.

GEOFF HUSTON : En tant que membre de SSR2, j'essayerai être franc avec vous. Il y avait un délai et je pense qu'il était très difficile de mettre en place un travail qui repose uniquement sur des bénévoles, qui vient de tout le monde avec des problèmes de décalage horaire, etc. Donc quelque part, on s'y attendait, vu la portée et les aspirations de ce travail et la capacité des bénévoles à faire ce travail.

Alors l'idée, c'est de pouvoir recommencer le processus. Si la seule chose que l'on veut faire, c'est recommencer le travail dans 12 mois, la chose va se reproduire. Ce n'est pas la façon de faire. Les bénévoles doivent bénéficier d'une certaine aide pour faire le travail, non seulement pour faciliter la réunion mais aussi pour attaquer le fond de la révision.

Alors si vous ne voulez pas reproduire les mêmes résultats, il faut changer les choses. Si vous voulez que les bénévoles puissent être responsables de revoir les différents projets avec le temps suffisant, il faut changer les choses pour obtenir des résultats différents. Autrement, si vous voulez recommencer les choses avec la même charge de travail, les résultats ne seront pas différents.

Je suis très franc, très direct, je m'en excuse. Mais je n'aimerais pas que l'on reproduise la même situation à laquelle on était confrontés avant.

RAM MOHAM : Cherine.

CHERINE CHALABY : Il y a deux éléments ici. D'un côté, ce que vous venez de dire, quand on commence ce type de révision, il faut bien la structurer. Autrement, le résultat n'est pas à la hauteur.

Et autrement, le deuxième élément, si le Conseil d'Administration veut remplir ses responsabilités fiduciaires et qu'il doit mettre en pause une révision, il n'y a pas un mécanisme pour pouvoir remettre en place ce type de révision.

Alors peut-être que l'on met en place trop de révisions dans une même année. Cette année, il y a neuf révisions en cours. Comment pourrions-nous gérer cette charge de travail ? Je pense que si nous sommes capables de nous réunir en tant que communauté et de nous mettre d'accord sur la façon de faire les révisions mais les décaler un peu, faire les choses mais bien les faire... autrement, si on essaie de faire tout ce qui est dans les statuts, on finit par ne rien faire.

Par exemple, les révision organisationnelles. Il y a beaucoup de parties prenantes qui disent qu'elles ne sont pas efficaces, qu'elles reçoivent des recommandations et qu'elles refusent la plupart de ces recommandations. Donc il faut prendre une vision, une approche réaliste et je suis tout à fait d'accord avec vos commentaires. Merci beaucoup d'avoir soulevé cette question.

RAM MOHAM : Khaled, très brièvement.

KHALED KOUBAA : J'aimerais remercier vraiment Geoff d'avoir fait ce commentaire parce qu'il faut être franc, il faut être ouvert. On fait partie de la même famille, de la même communauté. Et j'aimerais m'assurer que l'OEC et le Conseil d'Administration peuvent vous aider dans ce sujet. Et il faut s'assurer également qu'il y a un budget qui accompagne cela. Nous pouvons utiliser ce que nous avons et vous aider là-dessus.

RAM MOHAM : Merci.

Rod, voulez-vous donner un aperçu au Conseil d'Administration par rapport à ce que vous faites en termes de collisions de noms ?

ROD RASMUSSEN : Oui. Très brièvement, nous avons publié un plan préliminaire et je mets l'accent sur le mot préliminaire parce que nous n'avons pas encore consensus complet par rapport à ce plan. Mais nous voulions le publier pour consultation publique pour recevoir les commentaires du Conseil d'Administration et de la communauté.

Donc ce plan envisage de diviser le dossier en plusieurs études pour comprendre ce qui se passe à l'extérieur en ce moment, essayer de comprendre quelles sont les données que nous

pouvons utiliser, analyser et voir ce qui se fait ailleurs en termes d'études.

Une grande partie de ce travail essaie d'analyser les causes, ce qui fait que les chaînes puissent entrer en collision. C'est mieux que de voir les collisions elles-mêmes. Et ensuite, nous essayons de comprendre les constats que nous pouvons faire.

On propose une façon de travailler dans ce plan. Ensuite, il y a des questions par rapport aux coûts.

Nous avons analysé les études dont je vous parle. Nous envisageons de faire des ateliers publics pour essayer d'être inclusifs – c'est un changement pour le SSAC –, essayer d'inclure les membres de la communauté. Et cela ajoute une composante transversale à notre travail et cela, le fait de tenir des réunions, etc. a des implications au niveau des coûts.

Mais voilà, nous avons un projet que nous essayons de chiffrer également pour en évaluer les coûts. Il y a beaucoup d'intervenants dans ce processus. Il y a les gens qui écrivent la partie technique, etc. Nous avons inclus tous ces sujets dans notre planification, ce qu'on voit dans le marché, etc.

C'est une proposition préliminaire, comme je vous ai dit. Ce que l'on veut, c'est obtenir des commentaires, du feedback. Et il y a aussi des questions par rapport à la façon dont cela fonctionne,

comment le mettre en marche. Alors quel est notre rôle ? Quel est le rôle que nous devons jouer dans ce processus versus de faire partie du processus ? Parce qu'il y a peut-être d'autres ressources que l'on peut utiliser, des consultants extérieurs, OCTO, bref d'autres mécanismes qui puissent gérer tous les éléments du processus. Le SSAC ne peut pas signer des contrats pour faire quoi que ce soit. Nous n'avons pas d'autorité pour ce faire. Donc tous ces éléments doivent être analysés pour voir comment les mettre en fonctionnement.

Voilà, donc notre projet est publié pour consultation publique. Une fois qu'on aura les commentaires, nous allons proposer un plan final qui sera à son tour publié pour consultation publique.

Jim, est-ce que j'ai oublié quelque chose ? Non ? Très bien.

Alors maintenant, je suis prêt à répondre à vos questions.

RAM MOHAM :

Du côté du Conseil d'Administration, est-ce que Jonne, vous voulez diriger la discussion sur la collision de noms ?

JONNE SOININEN :

Nous essayons de voir comment commencer ce dialogue parce que vous avez soulevé plusieurs points. J'essaie de les analyser et j'essaie de voir ce que nous avons déjà fait. Ce que nous avons

fait jusqu'à maintenant, quand nous avons vu votre proposition, c'est qu'on en a parlé brièvement au Conseil d'Administration, une partie du Conseil d'Administration a étudié le projet, a eu des premières réactions.

J'en ai parlé brièvement lors de notre séance et donc je ne vais pas répéter ce que j'ai dit à ce moment-là. Mais tout d'abord, j'aimerais vous remercier pour ce travail car il est clair que vous avez mis beaucoup de travail, vous avez beaucoup travaillé là-dessus.

Je comprends également que ce n'est pas une tâche que vous faites habituellement. Cela représente un défi parce que nous vous avons demandé de faire quelque chose qui n'est pas une tâche habituelle pour vous. Et pourtant, vous avez prouvé que vous étiez capable de le faire, et donc je vous en remercie.

Ensuite, je sais que vous avez beaucoup réfléchi à l'ouverture, etc., tout ce qu'on vous avait demandé. Donc c'est un bon travail et je vous félicite, je vous remercie.

Tout d'abord, je voulais parler d'un élément qui m'a un peu surpris ou qui m'a impressionné, c'est le chiffre, le coût. D'après les discussions, il semblerait qu'à partir des hypothèses sur lesquelles vous avez construit votre proposition, vous avez un petit peu chiffré les choses si j'ai bien compris. Mais corrigez-moi si je me trompe. Ce que vous dites, c'est que ce n'est pas un

travail que le SSAC ferait normalement, c'est-à-dire que vous ne vous portez pas volontaire à le faire. Vous analysez le coût que ce que ce projet représente et ce que représenterait, en tant que coût, que quelqu'un d'autre fasse ce projet et qu'on le fasse faire par un tiers. Est-ce que j'ai bien compris ?

ROD RASMUSSEN :

Plus ou moins. Nous avons essayé d'étudier quel serait notre rôle dans ce projet pour ce qui est de la conception, etc. parce que ce serait fait par les membres de manière bénévole. Nous n'avons pas chiffré chaque seconde que nous allons consacrer au projet mais nous avons examiné trois études qui pourraient être utiles. Il pourrait y en avoir davantage, bien sûr, mais il y a trois études principales sur lesquelles nous nous sommes penchées. Et quand on a pensé aux gens qui pourraient participer, on a pensé que ce devait être des experts.

Nous avons un tableur où l'on a toutes les hypothèses de coût. Et bien entendu, on peut partager ces informations avec vous. Ce sont des informations sensibles, c'est pour cela qu'on ne les a pas publiées de manière générale.

Nous avons parlé, également, de mettre en place une petite équipe du Conseil d'Administration et du SSAC du comité administratif pour examiner cette analyse et voir si cela peut satisfaire le Conseil d'Administration. De toute façon, nous nous

sommes basés sur des hypothèses assez conservatrices pour ne pas nous tromper.

RAM MOHAM : Julie en ensuite, Jonne.

JULIE HAMMER : Je voulais ajouter un élément par rapport au coût. C'est qu'il y a un élément important qui s'ajoute au coût et c'est la demande du Conseil d'Administration de faire en sorte que le travail soit inclusif. Quand on a fait cette demande, on a pensé qu'il y a des mécanismes pour ce faire, mais ces mécanismes ont un coût associé.

JONNE SOININEN : Merci beaucoup. C'est très utile ce que vous venez de nous expliquer.

Pour ce qui est de votre proposition, nous devrions peut-être nous réunir avec vous. Ce que vous avez proposé, un groupe technique du Conseil d'Administration et du SSAC, de se réunir, je suis tout fait d'accord et je suis partant.

Je voulais donc souligner un aspect dont on a parlé informellement mais que je vais répéter. Les gens ne cessent pas de dire que le SSAC n'a jamais fait un projet pareil et que cela

impliquerait de travailler différemment de la façon dont le SSAC a l'habitude de travailler. Et ma question est la suivante. Est-ce que vous ne vous sentez pas à l'aise par rapport à cela ? Est-ce que vous pensez que SSAC est le bon endroit pour faire ce travail ?

ROD RASMUSSEN :

Merci de cette question. Elle reflète un petit peu les débats que nous avons au sein de notre organisation et qui ont fait que l'on ne puisse pas aboutir à un consensus complet par rapport à notre projet préliminaire. C'est une question que nous nous posons : comprendre, examiner. Nous avons beaucoup parlé de cela par le passé. C'est une question naturelle que nous nous posons et à laquelle nous essayons de réfléchir.

La question est de savoir quel est notre rôle. Nous avons un rôle, certes, mais la question est de savoir quel est le rôle le plus approprié pour nous. Nous avons créé ce document au départ en sachant que nous allions être très impliqués dans le projet. Mais peut-être que notre rôle n'est pas si important que cela et peut-être que nous, notre rôle consisterait à poser les questions et que d'autres intervenants se consacraient à l'examen de ces questions et qu'ensuite, une fois qu'on aura les informations, nous pourrions analyser ces informations et arriver à des conclusions. Donc finalement, les recommandations vont venir

de nous en tant que comité consultatif. La question est de savoir comment collecter les informations dont nous avons besoin pour arriver à ces conclusions. Maintenant, il faut voir comment cela sera fait.

Ensuite, il y a un changement qui s'opère à l'ICANN. Nous recevons de plus en plus de demandes, de questions. Et nous allons devoir évoluer. Alors quel serait le niveau adéquat de soutien que l'on doit obtenir pour faire tout ce que l'on nous demande ? Il y a une question de ressources également.

Alors nous essayons de voir quel serait notre rôle et comment le jouer de la manière la plus efficace. On l'applique pour ce projet mais cela reflète une discussion de manière générale.

RAM MOHAM :

Il nous reste cinq minutes sur ce sujet. Donc je ne veux pas que vous parliez seulement des coûts parce qu'il y a encore d'autres thématiques qu'on doit aborder.

JONNE SOININEN :

Il y a deux ou trois autres sujets dont j'ai déjà parlé durant la séance publique. De toute façon, je sais que nous n'allons pas en terminer avec ce sujet aujourd'hui. Il faut qu'on se rassemble en plus petits groupes et en parler plus en détail. Je pense que c'est

la manière de faire les choses. En conclusion, je voudrais dire cela.

Quand on parle de la structure, tout d'abord, nous savons que nous avons quelque chose sur lequel nous pouvons nous baser. C'est une étape importante pour ce projet de collision de noms. Nous avons une proposition de plan et nous pouvons maintenant nous diriger dans la bonne direction. Ce qui est bon d'entendre, c'est de savoir que vous avez déjà eu une conversation en interne sur le rôle du SSAC en lui-même. Et vous avez apparemment obtenu une conclusion au niveau interne. Et bien sûr, nous pouvons continuer à dialoguer avec le Conseil.

Dans l'avenir, il serait bon qu'un petit groupe du SSAC et qu'un petit groupe du Conseil d'Administration se rassemblent pour en discuter.

RAM MOHAM :

Oui. J'entends dire des deux côtés que la proposition est la même. Donc je pense qu'on peut dire que c'est un consensus. Et donc nous allons continuer dans ce sens.

Il y a un autre point qui voulait être soulevé durant cette réunion. Donc nous allons passer la parole à Patrik.

PATRIK FÄLTSTRÖM : Si j'observe de l'extérieur, quand il s'agit du SSR2 et d'autres projets similaires, je pense que nous voyons maintenant une évolution des opérations de l'ICANN. Avant, il y avait des opinions divergentes dans la communauté. Et ICANN avait un rôle très explicite quand il s'agissait du consensus et de l'interprétation des opinions de la communauté. Et les comités devaient lire les avis qui étaient donnés et devaient faire des contributions en retour.

Dans la version moderne de l'ICANN – que je soutiens complètement au fait et cela fait longtemps que je le dis – donc cette nouvelle version de l'ICANN démontre qu'il y a beaucoup plus de pression sur l'ICANN de la communauté ; il faut qu'il y ait un consensus et il faut toujours en arriver à une solution. Donc de ce côté-là, la communauté essaie de faire beaucoup de choses qu'elle ne faisait pas avant. Donc il n'y a pas de conception de prix ou de chiffrage qui est prise en compte.

Donc le Conseil voudrait participer avec le SSAC beaucoup plus. Donc il faudrait qu'il y ait plus de communication pour pouvoir mieux participer. Pour la communauté, il faudrait qu'on en arrive à un certain consensus.

De l'autre côté, comme je l'ai déjà dit, nous, au SSAC, nous ne sommes pas habitués à faire les choses de cette manière. Nous analysons toujours les choses que les autres ont faites. Et

maintenant, nous sommes en charge du projet, nous sommes responsables du projet. Donc nous voyons une certaine convergence maintenant. Nous ne savons pas vraiment faire les choses de cette manière-là.

Je soutiens exactement ce dont on a parlé et j'aimerais que l'on forme ces petits groupes pour aller de l'avant. Nous avons vu avec le projet SSR2 que certains des volontaires ne peuvent pas tout faire. Donc est-ce qu'on peut continuer à travailler avec la communauté ? Si on le fait, de quel soutien avons-nous besoin ? Il faudrait peut-être qu'on mette en place des plans de projet. Que vont faire les volontaires ? Etc. Donc nous devons discuter des ces coûts et de cette organisation.

RAM MOHAM : Jonne, vous voulez répondre à Patrik ?

JONNE SOININEN : Je voudrais répondre à Patrik rapidement.

C'est une des choses que nous avons étudiée au Conseil, quelle est donc la responsabilité sur les projets. Nous avons des questions à ce sujet aussi. Il serait peut-être mieux que l'organisation gère le projet et pas les bénévoles ou du moins, il pourrait y avoir un mélange des deux. Nous devons continuer à

en parler. On devrait vraiment savoir quel est le mécanisme approprié à utiliser.

RAM MOHAM : Merci Jonne.

Cherine, vous voulez prendre la parole ?

CHERINE CHALABY : Je comprends qu'il y ait des questions de processus et de coût, mais cela ne doit pas nous arrêter. On doit quand même pouvoir parler de la substance, du contenu.

Quand il s'agit de la consistance, nous savons qu'il y a un problème sous-jacent. Et le Conseil doit avoir un avis pour pouvoir arriver à une conclusion. Nous n'allons pas aller vers le SSAC si nous n'avons pas besoin de votre avis pour résoudre ce problème.

C'était un problème durant la dernière série de gTLD. S'il y a une autre série ultérieure, il va falloir qu'on règle le problème pour ne pas revenir vers la même situation où il y a des gens qui font des requêtes de délégation de certaines chaînes. Et nous n'aurons pas en place une politique stricte.

Cela fait des années que l'on utilise le même processus en disant : « Non, on ne va pas déléguer telle ou telle chaîne. » Donc

on doit fournir une certaine clarté sur cette question. Il y a donc un besoin pour que les choses soient faites. Trouvons une façon de le faire et ne laissons pas le coût nous arrêter, nous faire obstacle.

ROD RASMUSSEN : Vous avez compris, Cherine. Nous préférerions parler des choses ludiques, des choses intéressantes pour nous, des choses de substance pour nous. Et nous avons eu de très bonnes conversations là-dessus d'ailleurs. On nous a dit : « Qu'est-ce qui pourrait nous aider à régler cette question ? » Nous en avons beaucoup parlé et je suis, donc, d'accord avec vous.

RAM MOHAM : Jay, si vous voulez parler, il vous reste 10 secondes parce que nous avons dépassé le temps alloué.

JAY DALEY : Nous devons faire très attention car nous avons une certaine dépendance durant la deuxième série. Donc il faut faire attention que cela ne se reproduise pas dans l'avenir. Si nous revenons vers cette dépendance, nous allons le regretter dans l'avenir. Donc je recommande que nous observions les clauses pour la deuxième série afin d'éviter les mauvais résultats.

RAM MOHAM : Je vais vous passer la parole, Rod, et ensuite à Cherine pour que l'on puisse clore la séance.

ROD RASMUSSEN : Voilà, on a déjà dépassé le temps alloué.

Donc je voudrais remercier le Conseil d'Administration de leur présence avec nous aujourd'hui. Merci aux membres SSAC qui ont aussi participé.

CHERINE CHALABY : Je voudrais vous remercier. Ce dialogue est très important car la mission, c'est la stabilité et la sécurité. Donc cela ne pourrait pas être une réunion plus importante ; c'est vraiment le cœur de notre mission. Donc merci encore pour la conversation.

RON DA SILVA : Il y a une paire de lunettes sur la table. Est-ce que quelqu'un a perdu des lunettes ? D'accord, merci.

RAM MOHAM : Cette séance est maintenant ajournée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]